

Paris, le 5 mai 2020

Conférence des donateurs pour une réponse mondiale au COVID-19: La France annonce une contribution de 500 millions d'euros et veut faire du futur vaccin un bien public mondial

Ce lundi 4 mai 2020, la conférence des donateurs organisée par l'Union européenne et coprésidée par la France a permis de lever plus de 7,4 milliards d'euros en faveur de l'initiative "Access to Covid-19 Tools (ACT) accelerator", lancée vendredi 24 avril par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Président Emmanuel Macron, la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen ainsi que la Fondation Bill & Melinda Gates. Cette initiative pose les premiers jalons d'une coopération globale et coordonnée en faveur de l'accélération du développement, de la production et d'un accès global et équitable aux nouvelles technologies sanitaires essentielles pour combattre le Covid-19.

La France répond présente en annonçant 500 millions d'euros supplémentaires mais ne détaille pas sa contribution

Nous nous réjouissons du leadership politique de la France en faveur de l'accélération de la recherche et du développement d'un vaccin et de traitements contre le Covid-19. Nous saluons également son annonce d'un paquet financier à hauteur de 500 millions d'euros en faveur de l'initiative "ACT Accelerator" qui s'additionne à l'initiative française "Covid-19 - Santé en commun" annoncée début avril. Nous espérons que la France apportera rapidement des précisions sur sa contribution.

Certains acteurs de la santé mondiale, tels que Gavi, l'Alliance pour le vaccin et le CEPI (Coalition for Epidemic Preparedness Innovations) jouent un rôle crucial en oeuvrant au développement et à la mise à disposition d'un vaccin accessible au plus grand nombre, notamment dans les pays en développement.

La volonté de la France de renforcer son soutien en faveur de l'Organisation mondiale de la santé, acteur essentiel dans la coordination des Etats, doit s'accompagner d'engagements budgétaires. L'annonce d'une contribution financière est d'autant plus nécessaire que les Etats-Unis ont annoncé récemment le retrait de leurs financements.

Des services de vaccination infantile perturbés, mettant des millions d'enfants à risque

Le président l'a souligné, il est indispensable de poursuivre le combat contre les autres maladies en parallèle de la lutte contre la pandémie. Les retards actuels observés dans les campagnes de vaccination et dans les introductions de nouveaux vaccins signifient qu'au moins 13,5 millions de personnes ne seront pas protégées contre des maladies comme la rougeole, la poliomyélite et le virus du papillome



humain. Nous demandons donc à la France de renouveler sa contribution financière à Gavi à hauteur de 250 millions d'euros pour la période 2021-2025.

Quel système de redevabilité pour garantir au futur vaccin le statut de bien public commun?

A travers ce nouveau plan de réponse sanitaire, la France continue d'affirmer son leadership en faveur de la santé mondiale et d'une coordination globale pour lutter contre le Covid-19. Dans son allocution, le président Emmanuel Macron a indiqué son souhait de voir le futur vaccin contre le Covid-19 devenir un "bien public mondial". Cette volonté suppose de garantir un accès équitable de tout-te-s, notamment des populations les plus vulnérables, aux futurs produits médicaux et nouvelles technologies sanitaires qui seront développés contre le Covid-19. Cela nécessite l'insertion de conditions strictes d'accès attachés aux financements en R&D de l'initiative. Dans ce cadre, nous demandons que l'initiative "ACT accelerator" se dote d'un système de redevabilité robuste et transparent – dans lequel la société civile devra jouer un rôle – afin de permettre le suivi de la mise en oeuvre des engagements financiers et politiques pris durant cette conférence et d'assurer le respect des principes déclarés, d'accessibilité et d'accès pour tou-te-s.

La France doit définir un cadre de garanties clair pour assurer que ses financements pour la R&D profitent à tou-te-s

Nous demandons que la France s'engage à soutenir les bonnes pratiques dans la production générique et l'octroi des licences obligatoires, en luttant contre la différenciation des prix et l'abus des brevets et en organisant la transparence des coûts de la R&D et des procédures de négociation des prix des médicaments. Des conditions d'accès doivent être strictement définies dans les politiques de recherche et au sein des appels à projets en R&D. La France doit pleinement intégrer ce positionnement dans le cadre de sa diplomatie sanitaire.

Le renforcement des systèmes de santé doit être au coeur de la réponse à cette crise sanitaire globalisée à court et moyen terme

Si le financement de la R&D est crucial, en l'absence de systèmes de santé robustes, le déploiement de vaccins et traitements sera fortement entravé et de fortes inégalités d'accès aux soins perdureront. Trop de personnes dans le monde n'ont pas accès à des soins de santé de base. Promouvoir la couverture santé universelle et la protection sociale pour garantir l'accès sans difficulté financière aux soins est ainsi essentiel pour sauver des vies et fournir un filet de sécurité à l'ensemble des populations, et en particulier aux personnes pauvres et aux personnes marginalisées. Nous attendons que la France et ses partenaires s'engagent sur le long terme pour le renforcement des systèmes de santé.

